Guerre contre ceux qui sauvent des vies

Les États en guerre comme les États-Unis, la Turquie ou Israël tuent, torturent et emprisonnent délibérément le personnel médical et bombardent les hôpitaux. Les experts de l'ONU parlent de médicide, la destruction systématique du système de soins.

L'article original a été publié le 14 novembre 2025 dans Das Lamm : https://daslamm.ch/krieg-gegen-die-die-leben-retten

« Les gens restent là où ils ont accès aux soins médicaux », explique le Dr Bassam Zaqout, de la Palestinian Medical Relief Society (PMRS), la principale organisation de santé non gouvernementale palestinienne. En septembre 2025, lors de l'offensive israélienne de grande envergure, lui et son équipe ont été contraints de quitter la ville de Gaza. « Beaucoup nous ont dit: si la PMRS ferme ses centres, nous partirons aussi. »

Les hôpitaux et le personnel médical sont particulièrement protégés par le droit international, mais ils sont de plus en plus ciblés dans le monde entier. Selon la Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC), 3623 attaques contre le secteur de la santé ont été documentées dans le monde en 2024, soit une augmentation de 62% par rapport à 2022. Les établissements au Liban, en Birmanie, au Soudan, en Ukraine et dans les territoires palestiniens occupés ont été particulièrement touchés.

À Gaza, les attaques contre le système de santé ont atteint un nouveau niveau. Entre octobre 2023 et octobre 2025, l'OMS a enregistré 825 attaques contre des établissements de santé, 985 morts, 1'640 blessés, 169 établissements endommagés ou détruits, dont 36 hôpitaux.

Déjà en 2016, The Lancet a utilisé le terme « weaponisation of health care », l'instrumentalisation des soins de santé comme arme. La destruction des structures de santé n'est plus un dommage collatéral, mais une stratégie ciblée. Lorsque des hôpitaux sont bombardés, les personnes ne perdent pas seulement un traitement vital, mais aussi leur dernier refuge.

Les experts de l'ONU parlent de médicide

De nombreux experts et organisations, dont Amnesty International et l'Association internationale des chercheurs sur le génocide (IAGS), concluent que les actions des autorités israéliennes contre la population civile de Gaza correspondent à la définition de génocide selon le droit international. Dans une déclaration datant d'août 2021, des experts des Nations unies ont qualifié la destruction ciblée du système de santé à Gaza de composante centrale du génocide en cours: « Nous sommes témoins d'un médicide – les

travailleurs de la santé et des soins sont systématiquement attaqués, emprisonnés, torturés et, comme le reste de la population, affamés de manière ciblée. »

Dans un rapport, l'organisation israélienne de défense des droits humains Physicians for Human Rights Israel (PHRI) documente la médecine de guerre à Gaza depuis octobre 2023 et la situe dans le contexte d'un « apartheid médical » qui dure depuis des années, Israël contrôlant largement le système de soins dans les territoires palestiniens, notamment les transports des patients, l'approvisionnement en médicaments et la formation des professionnels de la santé.

De l'exception à la routine

Lors du premier raid aérien sur un hôpital le 17 octobre 2023, qui a tué des centaines de personnes sur le parking de l'hôpital al-Ahli, il était difficile de savoir si Israël était vraiment capable de mener une telle attaque. Israël a attribué l'explosion d'une roquette au Jihad islamique palestinien, ce que ce dernier a nié.

Au cours des deux années suivantes, les récits d'horreur se sont multipliés, relatant des bombardements d'hôpitaux où des gens cherchaient pourtant à se protéger et des assassinats ciblés de personnel médical. En avril 2024, des images de l'hôpital Al-Shifa, autrefois le plus grand centre médical de Gaza, ont fait le tour du monde. Il avait été assiégé et bombardé en permanence par l'armée israélienne pendant deux semaines et se trouve aujourd'hui en ruines, défiguré par des cratères.

Fin mars 2025, il a été révélé que 15 secouristes palestiniens avaient été tués à Rafah, dont huit employés du Croissant-Rouge palestinien, affilié au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Leurs corps n'ont été retrouvés dans une fosse commune qu'une semaine plus tard.

En août 2025, une attaque dite tir couplé ou double frappe des forces israéliennes a touché l'hôpital Nasser à Khan Younis, tuant 22 personnes, dont cinq journalistes. Cette tactique perfide en deux temps consiste à bombarder une cible, puis à la frapper à nouveau peu de temps après, souvent au moment où des secouristes ou des journalistes sont sur place.

Enfin, en septembre 2025, l'armée israélienne a détruit des installations de la Palestinian Medical Relief Society et du Gaza Community Mental Health Programme dans le cadre de son offensive à Gaza-ville. Médecins Sans Frontières a dû fermer sa clinique et évacuer son personnel, les chars israéliens étant arrivés à quelques mètres des bâtiments.

Ce qui était autrefois considéré comme un cas isolé controversé est devenu une pratique courante. Le gouvernement israélien ne cache plus depuis longtemps ces attaques, qu'il justifie par la présence supposée de commandants ou de combattants du Hamas dans les établissements, et la communauté internationale ferme les yeux.

La rhétorique terroriste comme arme

La justification des attaques contre les hôpitaux et le personnel médical suit un schéma globalement établi: le « guerre contre le terrorisme » proclamée par les États-Unis depuis 2001. Ce récit efface la frontière entre combattants et civils et ne considère plus l'adversaire comme une partie belligérante avec des droits, mais comme un « ennemi à éliminer ».

C'est sous ce prétexte que le gouvernement a bombardé des hôpitaux pendant la guerre civile au Sri Lanka en 2009, que les États-Unis ont détruit l'hôpital de Médecins sans frontières en Afghanistan en 2015, et que la Turquie justifie depuis des années ses attaques contre les structures de santé dans le nord-est de la Syrie par la lutte contre le « terrorisme kurde ».

Malgré la résolution 2286 de l'ONU de 2016, qui qualifie les attaques contre les établissements médicaux de crimes de guerre présumés et appelle à mettre fin à l'impunité, cette tendance se poursuit, notamment en Ukraine par la Russie et maintenant à Gaza par Israël. Les agresseurs invoquent l'article 19 de la Convention de Genève, qui stipule que les établissements de santé ne sont pas protégés s'ils sont utilisés à des fins militaires. Mais les preuves manquent souvent et les détails sont ignorés. Pour qu'une attaque soit légitime, il faudrait prouver que tout a été fait pour minimiser les dommages pour les patients et le personnel médical.

L'armée israélienne suit toujours un même schéma: d'abord, une demande d'évacuation très rapide courte, suivie de bombardements disproportionnellement intenses. Des preuves de la présence de postes de commandement de la Hamas dans les hôpitaux? Aucune n'a été trouvée jusqu'à présent. Une *enquête de la RTS* révèle même que pour justifier ses attaques, l'armée israélienne a fait produire des animations 3D qui donnaient l'impression d'être factuelles et authentiques.

Les gouvernements occidentaux et de nombreux médias - y compris la *RTS* elle-même - ont largement repris le récit de l'armée israélienne au cours des deux dernières années sans le remettre en question, contribuant ainsi à vider systématiquement de son contenu le droit humanitaire international.

Exclusion du témoignage

Il est reconnu qu'Israël ne laisse pas les journalistes internationaux entrer à Gaza et qu'il tue délibérément les journalistes palestiniens qu'il qualifie de « terroristes ». Le personnel médical est également ciblé, non seulement parce qu'il sauve des vies, mais aussi parce qu'il témoigne. Les médecins documentent les blessures, rapportent les crimes de guerre et, ce faisant, contredisent la propagande et la déshumanisation. Leur témoignage devient donc une menace pour les agresseurs.

Dans le génocide en cours, Israël a tué ou emprisonné arbitrairement plus de 1'800 travailleurs de la santé; des rapports sur la torture dans les prisons montrent l'ampleur de la répression. Le 17 octobre 2025, un tribunal

israélien a ordonné, malgré la déclaration de cessez-le-feu, que le Dr Hossam Abu Safiya, directeur de l'hôpital Kamal-Adwan, reste en prison. Il est détenu sans inculpation depuis décembre 2024, avec au moins 17 autres médecins et des dizaines d'infirmières et d'infirmiers. Des organisations de défense des droits de l'homme comme PHRI ou Amnesty International exigent leur libération immédiate.

Pas de paix sans justice et sans libération

La trêve annoncée à Gaza est fragile et ne permet pas vraiment de rétablir le calme. L'euphorie initiale a cédé la place à la déception: Gaza est en ruines, les livraisons d'aide sont limitées et les moyens de subsistance ont été détruits.

La destruction des services de soins et le meurtre ciblé de personnel médical ont des conséquences catastrophiques à long terme. Même en cas de reconstruction, il sera difficile de remplacer le personnel qualifié qui a été perdu. Les dépendances vis-à-vis des pays donateurs et des organisations d'aide sont renforcées et les prestations de soins restent un instrument de contrôle pour l'occupant israélien.

Les débats en cours sur la « paix » sont menés par les gouvernements occidentaux qui se cloitrent dans leur position habituelle de pouvoir, de donneurs de leçons, de dominateurs tout en maintenant injustice au niveau mondial. Mais la paix ne peut être authentique que si elle est fondée sur la justice: la libération et l'autodétermination du peuple palestinien, la fin de l'occupation illégale et le règlement des crimes de toutes les parties. Tout cela est absent - sans surprise - du soi-disant plan de paix Trump.

Néanmoins, le 5 novembre 2025, le Conseil fédéral suisse a déclaré qu'il « soutiendrait immédiatement » ce plan et s'est ainsi joint au jeu de complicité et de contrôle de la politique occidentale. Il ne s'agit manifestement pas d'un véritable processus de paix, qui suppose liberté et justice.

Le génocide à Gaza est plus qu'une crise géopolitique : c'est un test éthique qui révèle nos structures coloniales et racistes et nous force à nous demander: où va la communauté internationale et quel est notre rôle en tant que société civile ?

Solidarité du personnel de santé suisse

Plusieurs initiatives de professionnels de la santé suisses exigent que le gouvernement suisse prenne enfin des mesures concrètes pour mettre fin aux crimes de guerre d'Israël et rétablir le respect des Conventions de Genève ; la Suisse, en tant que gardienne de ces accords, a une responsabilité particulière à cet égard.

En septembre, lors de la session d'automne des Chambres fédérales, une cinquantaine de collaborateurs et collaboratrices de Médecins Sans Frontières

Suisse se sont rassemblés sur la place fédérale à Berne pour remettre au Conseil fédéral une lettre ouverte sur Gaza. Plus de 30 000 personnes ont signé l'appel. Le message est clair: les médecins ne peuvent pas mettre fin au génocide, mais les gouvernements oui. La Suisse doit agir maintenant!

En même temps, des membres du groupe *Swiss Health Care Workers Against Genocide* ont symboliquement entamé une grève de la faim pour montrer leur solidarité avec leurs collègues à Gaza. Le 25 octobre, une veillée a également eu lieu à Berne pour les 1'800 professionnels de la santé tués à Gaza.